

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 25/04/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**STPML ex ROULET SAS**

50 rue Marcel Mérieux  
69280 Sainte-Consorce

Références : UDR-SSDAS-25-161-FM  
Code AIOT : 0006101397

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement STPML ex ROULET SAS implanté LE RATIER 69290 Pollionnay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STPML ex ROULET SAS
- LE RATIER 69290 Pollionnay
- Code AIOT : 0006101397
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le 12 juin 2003, la société « Etablissements Roulet » a été autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière de granit et de gorrh sur la commune de Pollionnay, au lieu-dit « Le Ratier » sur les parcelles n° E-337 et E-338.

Géographiquement le site se trouve entre deux carrières situées au Nord et Sud-Est.

Cette activité relève de la rubrique 2510-1 au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. L'autorisation d'exploiter fixe la durée de l'exploitation (article 2) à 20 années y compris la remise en état, **laquelle aurait dû s'achever en juin 2023.**

Par courrier daté du 02 octobre 2017, la DDPP du Rhône a été informée de la reprise à compter du 28/09/2017 des activités exercées par la société « Etablissements Roulet » par la société STPML dont le siège social est situé 50 avenue Marcel Mérieux sur la commune de Sainte-Consorce.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Régularisation administrative	Arrêté Préfectoral du 12/06/2003, article 8.1	Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, dépôt de dossier	9 mois
2	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 12/06/2003, article 10.3.2	Demande d'action corrective	7 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Conditions d'admission des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 05/03/2007, article 3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'autorisation d'exploitation du site ayant été délivrée en juin 2003 pour une durée de 20 ans, la cessation d'activité de la carrière, incluant sa remise en état, aurait dû être finalisée avant le 12 juin 2023.

Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il sera proposé à madame la Préfète **de mettre en demeure la société STPML, dans un délai de 9 mois :**

- **de finaliser la remise en état du site conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2003 ;**
- **ou, le cas échéant, de prendre les dispositions nécessaires visant à la régularisation de sa situation administrative en déposant un dossier de demande de modification de l'autorisation d'exploitation afin de prolonger la durée d'exploitation, justifiant des délais nécessaires et impacts induits par la poursuite de l'activité de remblai.**

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Régularisation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2003, article 8.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'exploitation et au plus tard un an avant la date d'expiration de l'autorisation, l'exploitant notifie au préfet la cessation d'activité. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas notifié au préfet la cessation de ses activités. L'Inspection a constaté que la remise en état du site n'a pas été effectuée, en écart aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2003. Par ailleurs l'inspection a constaté la poursuite de l'activité de remblai sur la partie Sud du carreau, à un rythme moyen d'environ 4 000 m <sup>3</sup> /an avec des déchets inertes provenant exclusivement de chantiers de la société STPML. Enfin l'exploitant a précisé à l'inspection n'avoir jamais réalisé d'extraction de granit et de gorrh depuis le rachat de la carrière en 2017.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant <b>transmettra à l'inspection le volume précis restant à remblayer en lien avec les coupes topographiques de l'état final de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</b>  <b>Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il sera proposé à madame la Préfète de mettre en demeure la société STPML, dans un délai de 9 mois :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de finaliser la remise en état du site conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2003 ;</li> <li>• ou, le cas échéant, de prendre les dispositions nécessaires visant à la régularisation de sa situation administrative en déposant un dossier de demande de modification de l'autorisation d'exploitation afin de prolonger la durée d'exploitation, justifiant des délais nécessaires et impacts induits par la poursuite de l'activité de remblai.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois

## N° 2 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2003, article 10.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux pluviales récupérées sur le site de la carrière sont dirigées vers deux bassins de 170m <sup>3</sup>

<p>chacun minimum, l'un situé au Nord du site et l'autre au Sud. Le bassin situé au Nord sert de bassin de décantation des eaux, et toutes les eaux pompées sur le site pour les besoins de l'exploitation sont dirigées vers lui. Le bassin au Sud sert de simple bassin de collecte des eaux pluviales.</p> <p>[...]</p> <p>Les eaux de ce bassin situé au nord sont rejetées dans le talweg bornant le site (au travers d'une buse de diamètre 500 mm) où un fossé de drainage est aménagé et entretenu jusqu'au ruisseau du Ratier. Les eaux rejetées respectent les valeurs suivantes en sortie du bassin de décantation :</p> <p>[...]</p> <p>Un contrôle annuel des eaux rejetées est effectué par temps de pluie sur l'ensemble de ces paramètres.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que le bassin situé au Sud a été complètement remblayé. Compte-tenu de l'emplacement des remblais actuels au niveau de l'ancien bassin « Sud », un prélèvement des eaux provenant de l'ancien bassin de collecte des eaux pluviales serait plus représentatif qu'en sortie du bassin de décantation situé au Nord, recueillant essentiellement des eaux issues de parcelles agricoles situées en amont.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées dans le cadre de la campagne 2025 de contrôle inopiné des rejets aqueux.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 7 mois</p>

### N° 3 : Conditions d'admission des déchets inertes

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/03/2007, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des déchets inertes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet inerte, le producteur des déchets remet à l'exploitant de la carrière un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant (dont les transporteurs).</p> <p>[...]</p> <p>En cas de présomption de contamination des déchets ou en cas de déchets énumérés dans l'annexe I provenant de sites contaminés, et avant leur arrivée dans la carrière, le producteur des déchets effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ces déchets dans la carrière.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ;</li> </ul>

<p>- l'origine et la nature des déchets ; [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté la bonne tenue du registre d'admission sous format électronique. Les déchets inertes proviennent uniquement de chantiers réalisés en propre par la société STPML, essentiellement des travaux de voirie. Par ailleurs la traçabilité des déchets inertes a été vérifiée sur des bordereaux de commande et n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>